

Le FIDA et les États membres de l'OCI

Agir ensemble pour éradiquer la pauvreté



Cœurer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Le FIDA

Lutter contre la pauvreté dans les zones rurales

Qui nous sommes

Le FIDA s'est donné pour mission d'éradiquer la pauvreté et la faim dans les zones rurales des pays en développement. Il accorde à ces pays des prêts à faible taux d'intérêt et des dons pour financer des programmes et des projets novateurs de développement agricole et rural. C'est l'une des trois plus importantes institutions multilatérales qui interviennent dans l'agriculture en Afrique. En 2010, la majeure partie des nouveaux financements du FIDA est allée à l'Afrique subsaharienne.

Le FIDA fait valoir le point de vue des petits exploitants et des entrepreneurs ruraux dans les instances politiques internationales et renforce leurs capacités afin qu'ils soient en mesure de participer aux processus politiques pertinents et d'y exercer une influence.

Le siège du FIDA se trouve à Rome, en Italie.

Ce que nous faisons

Le Fonds international de développement agricole a pour objet de mobiliser des ressources pour financer l'agriculture et le développement rural des pays en développement. Son but est d'autonomiser les ruraux pauvres des deux sexes, d'augmenter les revenus et d'améliorer la sécurité alimentaire. Le FIDA se fait aussi le défenseur des populations rurales pauvres. Son orientation multilatérale garantit une solide plateforme mondiale propre à l'examen des questions de politique rurale et à la prise de conscience accrue que l'investissement dans l'agriculture et le développement rural est la clé de la réduction de la pauvreté et de l'amélioration de la sécurité alimentaire mondiale.

Où nous intervenons*

- Afrique subsaharienne: 40 pays où 113 programmes et projets sont en cours
- Asie et Pacifique: 18 pays où 58 programmes et projets sont en cours
- Amérique latine et Caraïbes: 19 pays où 30 programmes et projets sont en cours
- Proche-Orient et Afrique du Nord, Asie centrale et Europe orientale: 14 pays et un territoire où 33 programmes et projets sont en cours

Comment nous travaillons

Le mode de fonctionnement du FIDA repose principalement sur le principe du partenariat. En fait, le Fonds repose sur un partenariat sans équivalent, réunissant les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), d'autres pays en développement et les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). De concert avec les gouvernements des pays en développement, les organisations de ruraux pauvres, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, le FIDA conçoit des programmes et des projets novateurs adaptés aux priorités nationales en matière d'agriculture et de développement rural. Il travaille aussi en collaboration étroite avec les autres institutions financières internationales et les institutions spécialisées des Nations Unies, notamment celles qui ont leur siège à Rome, à savoir l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial. Il a élargi sa stratégie de partenariat au secteur privé afin d'offrir au secteur de la petite exploitation les services nécessaires dans les domaines de la production agricole, de la transformation et de la commercialisation des produits, ainsi que de la finance.

* Au 31 décembre 2010.

OCI

L'Organisation de Coopération Islamique

Créée à Rabat (Maroc) le 25 septembre 1969, l'Organisation de Coopération Islamique est la deuxième organisation intergouvernementale par la taille après l'Organisation des Nations Unies. Elle regroupe 57 États répartis sur quatre continents. Elle contribue à la promotion de la paix mondiale et l'harmonie entre tous les peuples du monde. Le secrétariat permanent de l'OCI établi à Djedda (Arabie saoudite) en 1970, est dirigé par un Secrétaire général, actuellement le professeur Ekmeleddin Ihsanoglu, qui est entré en fonction en janvier 2005 et a été réélu pour un nouveau mandat au onzième sommet de la Conférence islamique, tenu à Dakar en 2008. Une nouvelle charte de l'OCI a été adoptée au sommet de Dakar, qui a vu l'établissement du Programme spécial pour le développement de l'Afrique (PSDA).

Au cours des 40 dernières années, l'OCI est passée de 25 membres fondateurs à 57 États membres. Elle entretient des relations de consultation et de coopération avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations intergouvernementales. La déclaration de Makkah adoptée au sommet de l'OCI en décembre 2005 proclame notamment: "Nous considérons la lutte contre l'analphabétisme, pour l'éradication des maladies et des épidémies et le combat contre la pauvreté dans les pays musulmans comme des objectifs stratégiques prioritaires qui impliquent de mobiliser toutes les ressources nécessaires à leur concrétisation."

L'OCI comprend trois organes principaux: le **Sommet islamique**, réunissant tous les trois ans les souverains et les chefs d'État et de gouvernement des États membres, est l'organe suprême de l'OCI; le **Conseil des ministres des affaires étrangères**, qui se réunit une fois par an, examine les moyens de mettre en œuvre la politique générale de l'organisation, notamment: a) en adoptant des décisions et des résolutions sur les questions d'intérêt commun, et b) en passant en revue les progrès accomplis dans l'application des décisions et des résolutions adoptées par les sommets et conseils des ministres des affaires étrangères précédents; le **Secrétariat général**, qui est l'organe exécutif de l'organisation, est chargé de mettre en œuvre les décisions des deux organes précédents.

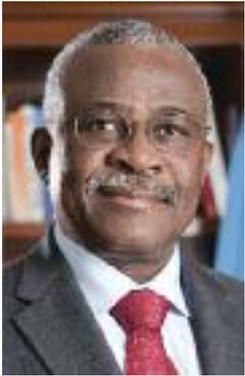
BIsD

La Banque islamique de développement

La Banque islamique de développement (BIsD) est une institution financière internationale. Fruit de la Conférence des ministres des finances des pays musulmans tenue en décembre 1973 à Djedda (Arabie saoudite), elle a été inaugurée en juillet 1975. Elle compte 56 pays membres. Pour pouvoir devenir membre, un pays doit faire partie de l'Organisation de Coopération Islamique (OCI), verser une souscription au capital de la Banque et accepter les modalités et conditions fixées par le Conseil des gouverneurs de la BIsD.

La BIsD vise à favoriser le développement économique et social de ses pays membres ainsi que des communautés musulmanes, dans le respect des préceptes islamiques de la charia. Outre l'octroi d'une assistance financière à ses pays membres, elle participe au capital social et consent des prêts en faveur de projets et entreprises rentables. La Banque s'attache également à favoriser le commerce extérieur, notamment de biens d'équipement, à fournir une assistance technique et à offrir des possibilités de formation au personnel engagé dans des activités de développement.

Avant-propos



Engagement, confiance et objectifs communs

Depuis plus de 30 ans, le Fonds international de développement agricole (FIDA) collabore avec les États membres de l'Organisation de Coopération Islamique (OCI) afin de faire reculer

la pauvreté, d'accroître la productivité agricole et de promouvoir une croissance économique durable dans les zones rurales des pays en développement. Cet objectif commun a été la clé de nos nombreuses réussites partagées.

Le FIDA a été créé à la suite de la crise alimentaire qui a touché des millions de personnes en Afrique et en Asie au début des années 1970. Les États membres de l'OCI et les États arabes de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), en particulier, ont joué un rôle essentiel dans la création du FIDA. Sa transformation en un organisme de développement expérimenté et une institution financière internationale de plein droit doit beaucoup à leur soutien.

Depuis que le FIDA a commencé ses opérations en 1978, les États membres de l'OCI ont été des partenaires majeurs dans le domaine du développement, puisqu'ils lui ont apporté près de 22% de ses ressources financières totales, la part la plus importante revenant aux pays du Golfe. En retour, près de 47% des programmes et des projets que nous soutenons ont été exécutés dans des États membres de l'OCI.

En avril 2011, le FIDA avait investi 5,3 milliards d'USD sur ses propres ressources dans 372 projets réalisés dans des États membres de l'OCI. Ces projets ont permis à un grand nombre de familles rurales des États membres de l'OCI d'échapper à la pauvreté et de parvenir à la sécurité alimentaire. Les priorités de la région sont d'élargir l'accès de la population rurale pauvre à la finance rurale, de résorber le chômage

des jeunes en milieu rural, de relier les petits producteurs de denrées agricoles non traditionnelles aux marchés nationaux et internationaux, d'améliorer la gestion des ressources en terre et en eau et d'atténuer la vulnérabilité au changement climatique.

Tout comme au début des années 1970, lors de la création du FIDA, les préoccupations concernant la sécurité alimentaire mondiale sont au premier plan de l'agenda international, consécutivement à la flambée des prix alimentaires en 2007 et 2008, puis à nouveau en 2010.

On entend souvent dire qu'il faut le choc d'une crise pour que les gens repensent leurs priorités. La flambée des prix alimentaires a certainement forcé le monde à remettre l'agriculture à sa juste place, c'est-à-dire au premier rang des priorités nationales, régionales et mondiales. Notre tâche est maintenant de travailler ensemble pour faire en sorte qu'elle y reste et qu'il en résulte une action concertée et efficace propre à réellement changer la vie des pauvres et des affamés. Nous devons veiller aussi à ce que les engagements pris et les promesses faites au plus fort de la crise soient honorés.

Si la crise financière a pris le relais à la une de la presse, la crise alimentaire n'a pas faibli pour autant. Le nombre des affamés atteint un nouveau record mondial avec plus d'un milliard de personnes, et les prix alimentaires demeurent très instables. Dans plus de la moitié des États membres de l'OCI, la faim pose un grave problème: selon l'Indice de la faim dans le monde, dans 12 de ces pays la situation est jugée "extrêmement alarmante" ou "alarmante".

Voilà pourquoi, trois décennies après nos engagements initiaux, notre partenariat est plus important que jamais. On comprend de mieux en

mieux aujourd'hui que l'agriculture est le principal moteur de la croissance économique et de la prospérité des pays en développement. L'agriculture engendre une croissance qui est au moins deux fois plus efficace pour réduire la pauvreté que celle des autres secteurs.

Les trois quarts des populations pauvres du monde vivent dans les zones rurales. La grande majorité d'entre elles dépend directement ou indirectement de l'agriculture pour leur subsistance. Il s'agit de quelque 500 millions de petits exploitants, qui font vivre près de deux milliards d'individus de par le monde. Dans certains pays membres de l'OCI, l'agriculture est la principale source de revenus pour 70% de la population rurale.

À la vérité, pour parvenir à redresser l'économie et à réaliser la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale, nous devons fixer collectivement notre attention sur l'agriculture, et tout particulièrement sur la petite exploitation. Les pays développés et en développement peuvent accomplir de grandes choses par leurs efforts individuels, mais davantage encore par nos efforts collectifs.

Les États membres de l'OCI ont montré ce qu'une collaboration efficace permet de réaliser. Votre contribution collective, au fil des années, à la mission du FIDA est immense. Nous sommes sincèrement reconnaissants du partenariat spécial dont bénéficie le FIDA avec les gouvernements et les institutions, y compris ceux de la région du Golfe. Confiant dans l'avenir, nous travaillerons ensemble pour atteindre notre objectif commun, qui est de faire reculer la pauvreté rurale dans le monde.

Kanayo F. Nwanze
Président du FIDA



Éradiquer ensemble la pauvreté

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) entretient un partenariat de longue date avec les États membres de l'Organisation de Coopération Islamique

(OCI). Ce partenariat a offert à nos deux institutions l'occasion de travailler de concert dans un certain nombre de domaines, ainsi que de financer conjointement des programmes au bénéfice des communautés rurales pauvres de tous les continents.

La pauvreté rurale demeure toutefois un phénomène alarmant dans de nombreux États membres de l'OCI, en particulier les moins développés d'entre eux. Dans les pays de l'OCI, plus de 771 millions de personnes vivent en milieu rural. L'agriculture y emploie plus de 573 millions de personnes, soit 40,8% de la population totale de ces pays, et représente 11,5% de leur produit intérieur brut. Par conséquent, la réalisation d'une croissance économique rapide est un objectif qui peut le mieux être atteint par une insistance accrue sur le développement agricole durable.

L'OCI et le FIDA partagent les objectifs fondamentaux du développement agricole et de la sécurité alimentaire. Je note avec plaisir que le FIDA a investi près de la moitié de ses ressources dans les États membres de l'OCI afin d'atténuer la pauvreté, de promouvoir le développement économique et de stimuler la croissance, contribuant ainsi à améliorer l'existence des populations rurales pauvres, et spécialement celle des groupes défavorisés tels que les jeunes et les femmes.

La plupart des États membres de l'OCI, y compris ceux où l'activité agricole est importante, sont toujours

considérés comme des pays à déficit alimentaire. Vingt-sept pays de l'OCI ont un indice agricole inférieur à la moyenne mondiale. La valeur totale des importations alimentaires de l'OCI atteignait 96,7 milliards d'USD en 2007, soit 10,8% des importations mondiales. Il ressort par ailleurs des statistiques que le déficit des importations alimentaires s'accroît en moyenne de 10 milliards d'USD par an.

On constate que la dégradation de l'agriculture entraîne une forte baisse des approvisionnements alimentaires, principale source de conflits dans les États membres de l'OCI, qui dégénèrent souvent en crises humanitaires aiguës, menaçant la paix, la sécurité et la stabilité.

L'an dernier, lors de la cinquième conférence ministérielle de l'OCI sur la sécurité alimentaire et le développement agricole, qui s'est tenue à Khartoum (Soudan), les participants sont convenus que, pour atteindre la sécurité alimentaire, il fallait accroître les disponibilités alimentaires et l'accès aux produits alimentaires, et assurer à tous un approvisionnement suffisant. Étant donné que l'insécurité alimentaire est directement liée à la pauvreté, il est nécessaire non seulement d'atténuer la pauvreté mais aussi de créer de la richesse pour la population ciblée. La conférence ministérielle a abouti à la conclusion que le secteur agricole devait être au centre de l'agenda de développement visant à renforcer la sécurité alimentaire dans les pays membres.

À cet égard, je tiens à louer le partenariat spécial entre la Banque islamique de développement et le FIDA et à saluer l'accord de financement historique, portant sur 1,5 milliard d'USD, qu'ils ont signé en 2010 pour soutenir les programmes d'investissement dans les pays de

l'OCI. La contribution du FIDA aux activités de l'équipe spéciale de l'OCI sur l'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire est dûment reconnue. Nous espérons renforcer notre collaboration et traduire cet engagement en actions concrètes au profit des communautés rurales pauvres de nos États membres.

Au nom des États membres de l'OCI, je voudrais exprimer mes sincères remerciements au FIDA pour la collaboration et la contribution qu'il nous apporte. Nous nous réjouissons à la perspective de notre collaboration future en vue de la réalisation de notre objectif partagé, qui consiste à éradiquer la pauvreté massive de notre vivant.

**S.E. M. le professeur
Ekmeleddin Ihsanoglu**

Secrétaire général de l'Organisation
de Coopération Islamique

Les États membres de l'OCI et le FIDA: un partenariat naturel pour un avenir meilleur



Niger: Le Projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié fournit de l'outillage et des semences pour les cultures vivrières et le reboisement

©FIDA/David Rose

L'accomplissement de la mission du FIDA, qui est d'œuvrer pour que les populations rurales pauvres se libèrent de la pauvreté, passe par le partenariat. Le FIDA travaille avec les gouvernements des pays en développement, les organisations de ruraux pauvres, les organisations non gouvernementales et le secteur privé afin de concevoir des programmes et des projets novateurs et adaptés aux priorités nationales concernant l'agriculture et le développement rural. Il joue un rôle clé consistant à réunir donateurs, organisations non gouvernementales et société civile et à orienter l'intérêt du secteur privé sur les zones rurales.

L'un des plus importants partenariats du FIDA est celui qu'il a noué avec les États membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et de l'Organisation de Coopération Islamique (OCI)¹. Ces pays, qui sont répartis sur trois régions géographiques, le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, l'Afrique subsaharienne et l'Asie, sont des partenaires actifs et de fermes partisans du FIDA, à la fois comme contributeurs et comme bénéficiaires du financement de projets de développement. Le FIDA travaille aussi en partenariat étroit avec de nombreuses institutions et fonds de développement arabes et islamiques pour le financement, la conception, l'exécution et le suivi de ses projets de développement rural.

Le partenariat à long terme établi entre le FIDA et les États membres et institutions de l'OCI est devenu, ces dernières années, plus important que jamais. Les problèmes sont aujourd'hui plus graves qu'ils ne l'étaient il y a trois décennies, lors de la création du FIDA. Mais les possibilités de produire un impact encore plus grand sur la vie des populations rurales pauvres sont tout à fait à notre portée.

Nous avons conjugué nos points forts individuels au sein de ce partenariat afin de maximiser l'impact de nos efforts réunis et d'atteindre notre objectif commun, qui est d'atténuer la pauvreté et d'accroître la production agricole dans les pays en développement.

Le FIDA a acquis un avantage comparatif par son travail au niveau local avec les petits exploitants et les populations rurales pauvres. Il a accumulé en particulier de l'expertise dans la création et le renforcement des capacités des organisations rurales et dans l'aide à la décentralisation.

¹ Les États membres de l'OPEP (Algérie, Indonésie, Iran, Iraq, Koweït, Jamahiriya arabe libyenne, Nigéria, Qatar, Arabie saoudite, Émirats Arabes Unis et Venezuela), sont également membres de l'OCI, à l'exception du Venezuela.

Les propres institutions financières bilatérales de la région du Golfe, ainsi que les institutions financières multilatérales dans lesquelles la région détient les principales responsabilités de direction, ont beaucoup contribué au financement de programmes de grande envergure au profit de l'infrastructure et des secteurs de l'énergie, des transports, de l'éducation et de la santé. De cette manière, la mission du FIDA complète celle des institutions financières que soutient le Conseil de coopération du Golfe (CCG). Le cofinancement par le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement, le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES), la Banque islamique de développement (BIsD), le Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes (KFAED), le Fonds de l'OPEP pour le développement international (FODI) et le Fonds saoudien pour le développement économique (SFD) de projets soutenus par le FIDA permet de mettre en œuvre les points forts de tous les partenaires. Ces institutions financières sont aujourd'hui le deuxième cofinancier du FIDA.

La pauvreté dans les États membres de l'OCI

La plupart des États membres de l'OCI sont considérés comme des pays en développement et caractérisés par des économies dépendantes de l'agriculture, une base agroécologique fragile et la persistance de taux de croissance démographique élevés.

Selon la Banque islamique de développement (BIsD), l'agriculture demeure le principal secteur contribuant à assurer la subsistance de 70% de la population rurale des pays de l'OCI. Ce secteur ne se limite pas, loin de là, à produire des aliments. Dans la plupart des pays pauvres, une grande proportion de la population gagne sa vie grâce à

l'agriculture. Il ne s'agit pas seulement des exploitants et des travailleurs agricoles, mais aussi des personnes qui sont employées dans les activités placées en amont et en aval du secteur agricole.

Bien que l'agriculture représente environ 27% de leur PIB, la majorité des États membres de l'OCI n'ont pas une production alimentaire suffisante pour satisfaire leurs besoins et dépendent dans une large mesure des importations pour répondre à la demande de produits alimentaires. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que 35 des 56 États membres de l'OCI figurent parmi les 77 pays à bas revenus et à déficit alimentaire que compte le monde.

Reconnaissant le problème, la BIsD a choisi, pour son colloque annuel tenu en 2010 à Bakou (Azerbaïdjan), le thème suivant: *Parvenir à la sécurité alimentaire dans les pays membres de l'OCI dans le monde d'après-crise*. Pour la BIsD, les récentes tendances à la hausse des prix alimentaires et à la pénurie alimentaire dans certains pays ont redonné de l'actualité aux préoccupations relatives à la sécurité alimentaire. Et cela dans un contexte économique difficile: la plupart des États membres de l'OCI ne se sont pas encore remis de la crise économique

Yémen: Le Projet de protection de l'environnement de la Tihama a fourni une aide à la population rurale pauvre pour lui permettre d'acheter du bétail et de créer des micro-entreprises

©FIDA/Gerd Ludwig



Les États membres de l'OPEP et le FIDA

Les États membres de l'OPEP ont joué un rôle fondamental dans la création du FIDA en apportant 36,2% du capital initial du Fonds en 1978. Lors de la première reconstitution des ressources du FIDA en 1981-1983, leurs contributions ont représenté 36,4% des ressources du Fonds, soit un montant total de 430 millions d'USD. L'Arabie Saoudite a joué un rôle de premier plan et reste à ce jour le deuxième contributeur par ordre d'importance. Par le soutien substantiel qu'ils ont apporté au FIDA, les membres de l'OPEP ont acquis un rôle déterminant dans la définition des priorités du développement international. En effet, le FIDA est la seule organisation dans laquelle les pays de l'OPEP et d'autres pays en développement détiennent la majorité des voix.

Les États membres de l'OPEP ont déjà donné la preuve de leur volonté de soutenir les pays en développement en 1976, lorsqu'ils ont créé le Fonds de l'OPEP pour le développement international (FODI), qui occupe une place centrale dans le partenariat permanent entre le FIDA et les États membres de l'OPEP.

Le partenariat entre l'OPEP et le FIDA est mutuellement bénéfique. Jusqu'en avril 2011, le FIDA avait financé, en collaboration avec d'autres donateurs, 34 projets dans les États membres de l'OPEP (cinq en Algérie, deux au Gabon, treize en Indonésie, huit au Nigéria et six au Venezuela), d'un coût total dépassant 1,4 milliard d'USD.

mondiale, qui a contrecarré les efforts qu'ils déploient pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre de différentes initiatives mondiales et régionales, notamment les Objectifs du Millénaire pour le développement.

En fait, dans de nombreux États membres de l'OCI, les zones rurales ont pris du retard sur les zones urbaines dans le domaine de l'infrastructure matérielle et sociale. En conséquence, elles sont mal intégrées dans l'économie nationale, et les jeunes ruraux migrent en grand nombre vers les centres urbains.

Le rapport de la BlSD indique que, en raison des importants effets négatifs de la crise économique et financière sur le financement de l'agriculture, les décideurs des États membres doivent faire face à trois problèmes stratégiques supplémentaires dans le domaine du financement de la sécurité alimentaire: restaurer et maintenir la confiance des marchés financiers dont dépend l'agriculture; accéder au crédit; et acquérir les outils financiers nécessaires pour gérer les risques d'une hausse et d'une volatilité accrue des prix des produits de base. À cet égard, le traitement des problèmes de sécurité alimentaire dans ce nouvel environnement financier passe par une planification à long terme prenant en compte l'impact défavorable potentiel de l'instabilité financière, de la volatilité des prix énergétiques et du changement climatique.

Des donateurs importants

Les pays donateurs arabes ont constamment maintenu un niveau élevé d'aide aux pays en développement. De 1973 à 2010, les donateurs arabes, en particulier ceux qui sont membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG)², ont formé le deuxième plus grand groupe de prêteurs à des conditions favorables dans le monde après les États membres de l'Organisation de

coopération et de développement économiques/Comité d'aide au développement (OCDE/CAD).

D'après les données de la Banque mondiale, l'aide publique au développement (APD) fournie par les pays arabes a été très généreuse puisqu'elle a dépassé 1,5% de leur produit national brut global au cours de la période 1973-2008, pour s'établir au total à 272 milliards d'USD. Par comparaison avec les Nations Unies et l'OCDE/CAD, l'APD arabe a été plus de deux fois supérieure au cours de cette période à l'objectif des Nations Unies, fixé à 0,7%, et cinq fois plus élevée que la moyenne des pays de l'OCDE/CAD. L'APD des pays arabes représente 13% de l'APD totale du CAD et environ 75% de celle des pays hors CAD.

Bien que leur part en pourcentage des contributions au titre de l'APD ait diminué depuis le milieu des années 1980, les pays arabes restent de généreux donateurs.

Les États membres de l'OPEP ont joué un rôle moteur dans la création du FIDA et ont continué d'apporter leur ferme soutien au Fonds, ayant souscrit depuis 1978 près de 1,26 milliard d'USD de contributions au capital du FIDA (voir encadré 1). Cette somme représente la part la plus importante des contributions totales de 1,4 milliard d'USD apportées par les États membres de l'OCI aux ressources du FIDA.

La collaboration du FIDA avec les institutions arabes nationales et régionales de développement

À l'appui de leur effort d'aide, les donateurs arabes ont créé un certain nombre d'institutions et de fonds de développement. Le Groupe de coordination des institutions arabes nationales et régionales de développement³, créé en 1975, contribue à renforcer l'efficacité et l'efficacité de l'aide financière au développement. Au début de 2011,

2 Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie saoudite et Émirats arabes unis.

3 Le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement (ADFD), le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES), la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA), la Banque islamique de développement (BlSD), le Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes (KFAED), le Fonds de l'OPEP pour le développement international (FODI), le Fonds saoudien pour le développement économique (SFD) et le Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies (AGFUND).

huit membres du Groupe de coordination avaient acheminé plus de 1,1 milliard d'USD d'aide aux pays en développement.

Le FIDA travaille en partenariat avec 11 institutions financières arabes bilatérales et intergouvernementales, avec lesquelles il se réunit périodiquement pour échanger des informations, élaborer des programmes conjoints de coopération et étudier des questions d'intérêt commun. Nombre de ces institutions participent activement à la préparation, au financement et à la préévaluation des projets du FIDA. Le FIDA a cofinancé 132 projets en partenariat avec les fonds arabes de développement, d'un coût total dépassant 6,0 milliards d'USD. Le FIDA a apporté plus de 1,6 milliard d'USD et les fonds arabes près de 1,2 milliard. On trouvera à la page 15 et au tableau 2 de plus amples informations sur la collaboration avec ces fonds.

La coopération du FIDA avec les États membres de l'OCI (1978-2011)

Travaillant en partenariat avec les gouvernements et d'autres institutions financières, le FIDA a joué un rôle important en aidant les ruraux pauvres des États membres de l'OCI à vaincre leur pauvreté.

Le FIDA intervient dans 43 des 57 États membres de l'OCI. La collaboration entre le FIDA et l'OCI a pris un caractère officiel en 1983 par la conclusion d'un accord de coopération en vertu duquel les deux organisations sont convenues de promouvoir des programmes conjoints concernant le développement agricole et la réduction de la pauvreté rurale. On trouvera aux tableaux 1 et 3 (pages 14-15) des données sur la collaboration entre le FIDA et l'OCI.

En avril 2011, le FIDA avait financé par des prêts 372 projets dans les États membres de l'OCI, dont le coût total s'élevait à près de 16 milliards d'USD. La propre contribution du FIDA à ces projets atteignait 5,3 milliards d'USD,

soit près de la moitié (47%) de l'ensemble de ses prêts.

En outre, le FIDA a soutenu par ses dons la recherche appliquée dans des domaines particulièrement significatifs pour de nombreux États membres de l'OCI. Par exemple, un programme visant à enrayer le déclin de la production des palmiers dattiers dans 12 pays du Proche-Orient, d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne a été financé par un don de 3,5 millions d'USD, cofinancé par le FIDA, le Fonds arabe de développement économique et social (FADES) et la BIsD. Ce programme a été exécuté par le Centre arabe pour l'étude des zones arides et des terres sèches (ACSAD).

Un autre exemple intéressant est le programme de lutte intégrée contre le charançon, les térébrants et les vers blancs du palmier dattier, qui ont un effet dévastateur sur la production de dattes en Arabie saoudite, à Bahreïn, aux Émirats arabes unis, au Koweït et au Qatar. Ce programme de 2,7 millions d'USD a été cofinancé par le FIDA et la BIsD.

Les projets conçus et soutenus par le FIDA dans les États membres de l'OCI suivent tous la même démarche de base: ils visent les ressources des ruraux pauvres les plus vulnérables, encouragent fortement la participation active de la population à son propre développement, et sont axés sur la mise en place des bases d'un développement durable. La conviction que la pauvreté ne pourra être éradiquée que si les ruraux pauvres prennent en main leur propre destin est au cœur même du travail du FIDA. Ceux-ci doivent avoir leur mot à dire dans les décisions qui les intéressent directement. C'est aussi une condition préalable déterminante de la prévention des conflits.

Un certain nombre de projets du FIDA ont porté sur la gestion des pâturages et la conservation des terres de parcours, les modes d'utilisation durable de la terre et de l'eau, la lutte contre la dégradation de l'environnement, l'aide aux personnes déplacées par la sécheresse et la construction d'infrastructures.



“Les médias ne parlent pas souvent du FIDA, mais votre mission n'a jamais eu un caractère aussi actuel et urgent. L'homme et la nature sont engagés sur un chemin très dangereux. Les effets convergents des inondations, des incendies, de la sécheresse, de la corruption, de l'incompétence et de l'avidité pourraient entraîner une crise alimentaire mondiale catastrophique. Le prix des denrées alimentaires a été l'un des éléments moteurs qui ont poussé la jeunesse arabe à descendre dans la rue pour réclamer des changements, du Maghreb aux pays arabes du Golfe. On peut discuter de l'origine économique ou politique des troubles, mais le besoin de se nourrir est le plus fondamental de l'être humain. Quand il n'est pas satisfait, les peuples bougent. La solution évidente réside dans des programmes comme ceux du FIDA – investir davantage dans l'agriculture et augmenter la production vivrière. Mais pendant des décennies cela n'a jamais vraiment été une priorité pour nous.”

– Son Altesse royale la Princesse Haya Al Hussein, Messagère de la paix des Nations Unies, allocution prononcée à l'occasion de la trente-quatrième session du Conseil des gouverneurs du FIDA, février 2011

Le ciblage de chaque projet dépend des conditions et des besoins locaux, ainsi que des moyens disponibles pour atteindre les objectifs du projet. Il peut s'agir: du crédit destiné à l'investissement dans des entreprises productives, tant agricoles qu'extra-agricoles; du développement de la microentreprise; de l'accès facilité à la technologie, aux services et à la formation à des pratiques améliorées de culture et d'élevage; ou du renforcement des capacités nécessaires aux institutions nationales et locales pour desservir la population rurale pauvre.

L'action du FIDA dans les pays de l'OCI ne néglige pas les pays qui continuent à être le théâtre de troubles civils. En Somalie, le FIDA soutient 100 communautés agropastorales – soit environ 150 000 ménages – par une aide de 12,4 millions d'USD aux investissements dans la conservation des sols, la récolte de l'eau et l'accès amélioré aux services de santé de base et aux crédits de campagne. Ces investissements répondant à la demande des communautés ont été déterminants pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la faculté d'adaptation des communautés agropastorales ciblées face à la déforestation, à la dégradation des

terres et à la pénurie d'eau. Ils ont aussi contribué à améliorer la stabilité politique et la sécurité humaine au niveau local.

Le partenariat avec les États de la Ligue arabe (LEA)

Instauré en 1979, le partenariat du FIDA avec les États de la Ligue arabe (LEA) a pris un caractère formel en 1993. Sur les 22 membres de la LEA, 21 sont aussi membres du FIDA.

Nombreux sont les États et entités de la LEA qui ont emprunté au FIDA, notamment l'Algérie, Bahreïn, Djibouti, l'Égypte, Gaza et la Cisjordanie, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Mauritanie, Oman, la Somalie, le Soudan, la Syrie, la Tunisie et le Yémen.

En partenariat avec d'autres cofinanceurs locaux et extérieurs, le FIDA a financé 124 projets dans les pays de la LEA, d'une valeur totale de 5,2 milliards d'USD. Outre ses programmes classiques destinés à réduire la pauvreté rurale, le FIDA maintient aussi une visibilité opérationnelle dans les pays de la LEA en accordant des dons d'assistance technique régionale pour la recherche agricole, la formation et le renforcement des capacités. Le FIDA



Gambie: Le Projet de gestion participative intégrée des ressources en eau donne aux communautés pauvres les moyens d'augmenter leurs revenus et de protéger les ressources naturelles □

©FIDA/Nana Kofi Acquah



s'efforce de favoriser la coopération entre la LEA et l'Organisation des Nations Unies, y compris le maintien de la paix et de la sécurité et la promotion du développement économique et social.

Le moment opportun pour accroître l'investissement dans la petite agriculture

Les petits exploitants du monde entier sont exposés aux contraintes de plus en plus fortes du changement climatique, de la dégradation des ressources naturelles et de la pénurie, en particulier d'eau et de terres arables. Ils sont aussi touchés par l'amenuisement de l'investissement public dans l'agriculture et, en maints endroits, par le retrait du soutien de l'État au développement du secteur de la petite exploitation. Des millions d'agriculteurs sont aussi confrontés à la difficulté d'accéder à des marchés mondiaux de plus en plus exigeants. Ces contraintes empêchent les petits exploitants de jouer

pleinement leur rôle potentiel de moteur de la croissance.

Or, la petite exploitation peut constituer un moyen efficace d'accroître la production alimentaire, à la fois au niveau mondial et dans les zones rurales des pays en développement.

Elle est aussi créatrice de revenus et de nature à stimuler une économie rurale dynamique offrant de nouvelles possibilités aux jeunes, promis à devenir les entrepreneurs ruraux de demain.

Il y a dans le monde environ 500 millions de petites exploitations agricoles. La plupart des petits exploitants, soit avec leurs familles quelque deux milliards de femmes, hommes et enfants, vivent dans la pauvreté. Dans la majeure partie de l'Afrique et de l'Asie méridionale, la petite exploitation représente encore la plus grande part de la production agricole. Elle ne fournit pas moins de 80% des aliments consommés localement en Asie et en Afrique

Côte d'Ivoire: Le Projet d'appui à la commercialisation et aux initiatives locales a aidé les agriculteurs à augmenter leurs revenus grâce à l'application de pratiques durables

©FIDA/Christine Nesbitt

subsaharienne. L'augmentation des taux de croissance, jointe à une urbanisation rapide dans de nombreux pays en développement, a créé de nouvelles possibilités pour la petite exploitation. La croissance la plus rapide a été celle des marchés de produits de haute valeur marchande tels que la viande, les produits laitiers et les légumes.

La valeur de l'agriculture comme moteur principal de la croissance économique et de la prospérité dans les pays en développement est de mieux en mieux admise aujourd'hui. L'agriculture engendre une croissance au moins deux fois plus efficace pour réduire la pauvreté que celle des autres secteurs.

L'histoire enseigne que les pays ne sortent pas de la pauvreté sans augmenter leur productivité agricole. La grande majorité des pays aujourd'hui développés se sont appuyés sur une agriculture solide, dont les excédents ont été sources de richesse et de prospérité. C'est la voie qu'ont suivie la Chine et

l'Inde pour devenir des moteurs de la croissance économique. C'est ce qui se produit aujourd'hui au Vietnam, et qui s'amorce aussi dans un certain nombre de pays d'Afrique.

Les populations rurales pauvres des pays en développement peuvent se révéler la solution de demain. Dans le monde arabe, cela est particulièrement vrai des jeunes: 58% de la population de la région a moins de 25 ans, et le tiers environ moins de 15 ans. Les jeunes femmes et les jeunes hommes constituent aussi une forte proportion de la population rurale et c'est à eux qu'il reviendra de produire les aliments de demain. Il est essentiel par conséquent que les gouvernements investissent dans les possibilités qui permettront à ces jeunes de transformer leurs petites exploitations, quelle qu'en soit la taille, en entreprises agroalimentaires concurrentielles, et d'améliorer leur accès aux marchés et aux services financiers.

Relever les défis du changement climatique dans les zones arides

La dégradation des terres concerne 40% de la superficie du globe et affecte les moyens de subsistance de quelque deux milliards de personnes vivant dans les zones arides. Malgré cela, ces zones jouent encore un rôle essentiel dans la production agricole mondiale. Environ 50% de l'élevage mondial dépend des terres de parcours et quelque 44% des terres cultivées se trouvent dans les zones arides. En revanche, plus de 12 millions d'hectares de terres arables sont perdus chaque année par suite de la désertification et le rythme s'accélère sous l'effet du changement climatique.

Les conséquences du changement climatique sont extrêmement lourdes pour les systèmes de production agricole en culture sèche. Pour aggraver encore la situation, la demande alimentaire continue de croître, accentuant la pression sur les ressources en terres arides et freinant la croissance de la production agricole. Cela a contribué ces dernières années à faire monter les prix des produits alimentaires

et à susciter des préoccupations légitimes pour la sécurité alimentaire, spécialement dans le monde arabe, qui représente 5% de la population mondiale et absorbe plus de 40% du total des importations céréalières mondiales. Les pays du CCG, où la pénurie d'eau atteint les niveaux les plus élevés et qui dépendent le plus fortement de la désalinisation pour satisfaire leurs besoins en eau, importent de 60 à 90% de leurs aliments.

Afin que les approvisionnements alimentaires suivent le rythme de la demande, il faut de toute urgence intensifier la production agricole de façon durable. Le FIDA s'applique à accroître et à optimiser l'impact des interventions qu'il soutient dans les pays arides. Il a déjà investi quelque 3,5 milliards d'USD à l'appui de l'aridoculture. Environ 70% des projets qu'il soutient ciblent des environnements marginaux et écologiquement fragiles. L'expérience du FIDA et les opérations qu'il soutient dans les zones arides sont aussi très pertinentes pour la vision récemment

développée par le Programme national de sécurité alimentaire du Qatar dans le cadre de l'Alliance mondiale pour les terres arides. Le Fonds a été un ferme partenaire de l'Alliance depuis sa création en 2008.

Le FIDA renforce son approche du développement rural dans le contexte des menaces croissantes sur l'environnement, et notamment du changement climatique. Les programmes du Fonds continueront à prendre en compte les réalités complexes des petites exploitations pauvres, dont les problèmes n'entrent pas exactement dans les catégories pertinentes à l'échelle mondiale. Le FIDA continuera à cibler ses investissements sur les populations les plus pauvres, qui sont souvent celles qui sont le plus touchées par le changement climatique – et dont les moyens de subsistance dépendent dans une large mesure de l'agriculture et des ressources naturelles –, et en particulier les femmes considérées comme producteurs et les peuples autochtones dans leur rôle de gardiens des ressources naturelles.

Cofinancement de projets d'investissement

En avril 2011, les contributions des fonds et des institutions arabes de développement aux projets d'investissement cofinancés avec le FIDA se présentaient comme suit:

Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES)

Le FADES a cofinancé 15 projets, apportant un total de 290,7 millions d'USD, à savoir 13 dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord (271,9 millions d'USD pour Gaza et la Cisjordanie, la Jordanie, le Maroc, la Syrie et le Yémen) et deux dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre (18,8 millions d'USD pour la Mauritanie).

Fonds de l'OPEP pour le développement international (FODI)

Le FIDA et le FODI partagent la même volonté d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, et en particulier le premier d'entre eux, à savoir réduire de moitié la proportion de la population vivant dans une extrême pauvreté et souffrant de la faim. Le FIDA et le FODI estiment aussi que le meilleur moyen d'éradiquer la pauvreté et la faim dans la plupart des pays en développement est d'investir dans le développement agricole.

En décembre 2010, les deux institutions ont signé un accord-cadre réaffirmant leur partenariat de longue date, en voie de maturité. Tout en consolidant le partenariat existant, l'accord introduira aussi des mécanismes de financement novateurs

Maroc: Le Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la province d'Al-Haouz a soutenu une amélioration de l'accès au crédit et à d'autres services financiers

©FIDA/Susan Beccio



destinés à attirer des investissements du secteur privé dans l'agriculture et établira des modèles commerciaux intégrés au bénéfice à la fois des investisseurs et des petits exploitants.

Aujourd'hui le FODI est le premier cofinancier des programmes et projets entrepris à l'initiative du FIDA. Il a cofinancé à ce jour 83 projets avec le FIDA dans 45 pays, pour un montant dépassant 0,5 milliard d'USD. Au début des années 1980, le FODI a apporté une contribution spéciale de 20 millions d'USD à la première reconstitution des ressources du FIDA.

Banque islamique de développement (BIsD)

Le partenariat du FIDA avec la BIsD s'est renforcé en février 2010, avec la signature à Djedda d'un accord de cofinancement historique portant sur 1,5 milliard d'USD. Les deux institutions sont convenues de financer, main dans la main, 26 programmes et projets prioritaires dans les plus pauvres des États

membres de l'OCI. L'accord s'est rapidement concrétisé sur le terrain, avec la signature de projets en Azerbaïdjan, au Mali et au Yémen.

Les deux institutions agissent aussi de concert à l'appui d'autres organismes, en particulier ceux dont la mission est axée sur l'eau, qui constitue un problème crucial dans un grand nombre de pays de l'OCI. Elles ont ainsi soutenu la recherche de pointe menée dans ce domaine par des institutions telles que le Centre international de recherches agricoles dans les régions sèches, le Centre arabe pour l'étude des zones arides et des terres sèches, l'Organisation arabe pour le développement agricole et le Centre international d'agriculture biosaline à Dubaï.

La BIsD a apporté au total 123 692 millions d'USD pour le cofinancement de 17 projets, dont 12 dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord (97 094 millions d'USD pour l'Albanie, le Maroc, le Soudan, la Tunisie, la Turquie et le

Liban: Le Projet de régénération pastorale pour les petits exploitants a contribué au rétablissement de la production animale après le conflit dans la zone du projet

©FIDA/Jon Spaul



Yémen), trois dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre (14,5 millions d'USD pour le Mali, la Mauritanie et le Sénégal) et trois dans la région Asie et Pacifique (12,1 millions d'USD pour l'Indonésie et le Pakistan). En 2011, un nouveau projet, le Projet de développement rural intégré en Azerbaïdjan, bénéficiera d'un cofinancement de la BIsD d'un montant de 66,5 millions d'USD, et un autre, le Projet pour l'emploi rural au Yémen, recevra 15 millions d'USD.

Fonds d'Abou Dhabi pour le développement

Le Fonds d'Abou Dhabi a apporté un total de 54,3 millions d'USD pour cofinancer quatre projets, soit trois dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord (47,9 millions d'USD pour la Jordanie, le Maroc et le Yémen) et un quatrième dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre (6,4 millions d'USD pour la Mauritanie).

Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes

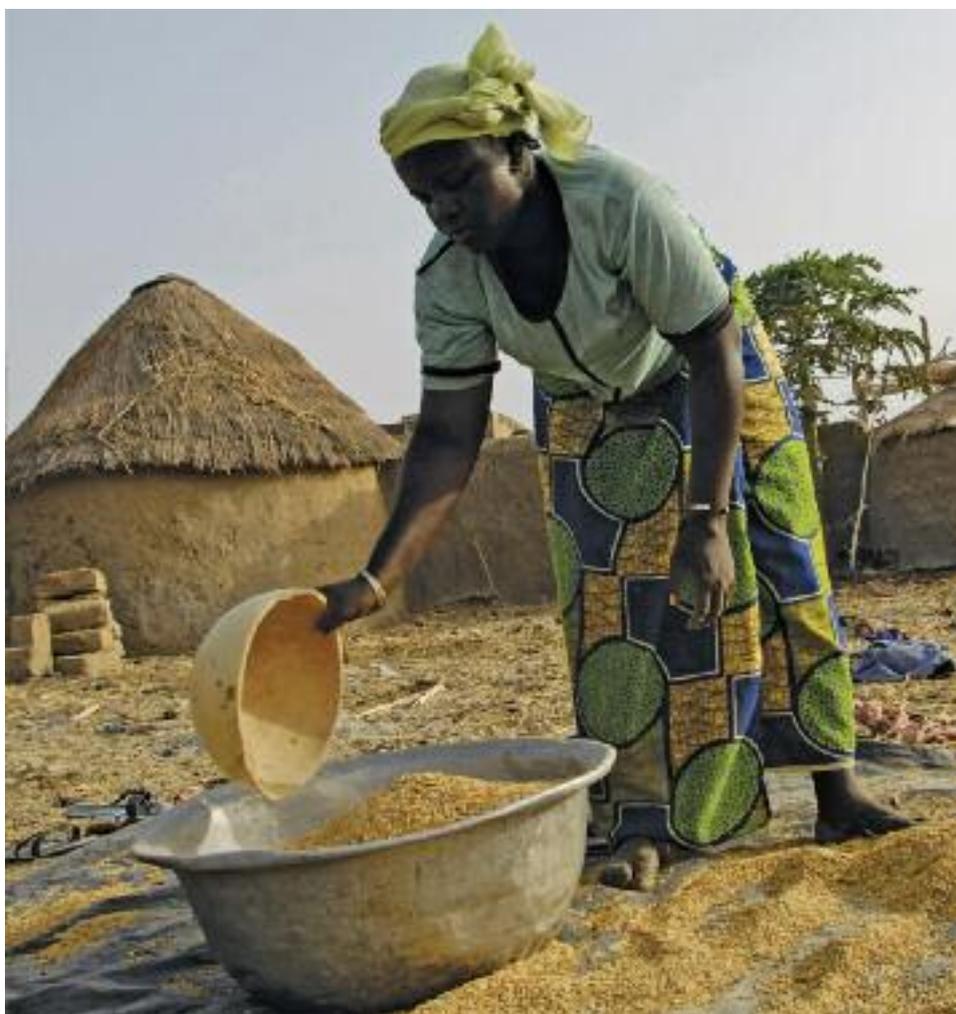
Le Fonds koweïtien a apporté un total de 52,7 millions d'USD pour cofinancer trois projets, soit deux dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord (49,7 millions d'USD pour le Maroc et le Yémen) et un troisième dans la région Afrique orientale et australe (3,0 millions d'USD pour le Burundi).

Fonds saoudien pour le développement

Le Fonds saoudien pour le développement a apporté un total de 50,4 millions d'USD pour cofinancer trois projets, le premier en Bosnie-Herzégovine (1,0 million d'USD), le deuxième en Mauritanie (10,0 millions d'USD) et le troisième au Maroc (39,4 millions d'USD).

Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA)

En avril 2011, trois projets au total avaient été cofinancés avec la BADEA



dans la région Afrique orientale et australe pour un montant de 27 millions d'USD (Rwanda, Swaziland et Zimbabwe).

Collaboration avec d'autres institutions arabes de financement

Outre les institutions ci-dessus, le FIDA a travaillé en partenariat avec: le Fonds libyen, qui a fourni 10,0 millions d'USD pour cofinancer un projet en Mauritanie; l'Office arabe pour l'investissement et le développement agricoles (AAAID), qui a fourni 900 000 USD pour cofinancer un projet à Gaza et en Cisjordanie et envisage de financer des projets au Liban et au Maroc; le Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies (AGFUND), qui a fourni 299 000 USD pour cofinancer un projet au Yémen; et la Fondation tunisienne pour le développement communautaire, qui a fourni 141 000 USD pour cofinancer un projet en Tunisie.

Burkina Faso: Le Projet d'appui aux micro-entreprises rurales a formé les agriculteurs et les a aidés à créer des micro-entreprises agricoles et extra-agricoles.

©FIDA/Aubrey Wade

Tableau 1
Montant cumulatif des contributions^a aux reconstitutions des ressources du FIDA (Reconstitution initiale-VIII) et situation au 4 février 2011 des prêts et dons approuvés au bénéfice des États membres de l'OCI (millions d'USD)

État membre	Nombre de projets	Prêts/dons du FIDA (montants approuvés) ^b	Montant cumulatif des annonces	Montant cumulatif des versements
Afghanistan	1	23,90	0,00	0,00
Albanie	5	51,89	0,05	0,05
Algérie	5	65,56	62,43	62,43
Arabie saoudite			439,78	439,78
Azerbaïdjan	4	48,05	0,20	0,20
Bahreïn				
Bangladesh	27	522,27	4,25	4,25
Bénin	10	117,24	0,33	0,20
Burkina Faso	12	158,57	0,37	0,33
Cameroun	9	116,68	2,61	2,61
Comores	5	16,46	0,07	0,00
Côte d'Ivoire	8	76,68	3,00	1,56
Djibouti	5	13,96	0,03	0,01
Égypte	10	238,15	20,00	17,00
Émirats arabes unis			53,18	53,18
Gabon	2	15,00	6,03	3,34
Gambie	9	53,58	0,05	0,05
Gaza et Cisjordanie	3	14,75		
Guinée	12	150,06	0,31	0,31
Guinée-Bissau	3	19,20	0,06	0,03
Guyana	3	22,26	0,88	0,88
Indonésie	13	333,46	51,96	48,46
Iran			168,00	13,83
Iraq			55,10	8,28
Jamahiriya arabe libyenne		88,10	45,91	
Jordanie	7	71,39	0,94	0,94
Kazakhstan			0,00	0,00
Kirghizistan	4	28,45	0,00	0,00
Koweït			188,04	173,04
Liban	4	36,42	0,50	0,20
Malaisie			1,18	1,18
Maldives	5	15,72	0,05	0,05
Mali	12	187,00	0,28	0,28
Maroc	11	188,07	6,80	6,80
Mauritanie	12	97,24	0,14	0,05
Mozambique	11	196,21	0,49	0,49
Niger	9	123,80	0,34	0,28
Nigéria	8	157,33	121,46	121,46
Oman			0,30	0,30
Ouganda	14	296,50	0,58	0,34
Pakistan	24	481,10	21,60	13,60
Qatar			39,98	39,98
Sénégal	14	148,51	0,39	0,39
Sierra Leone	6	78,66	0,02	0,02
Somalie	4	30,30	0,02	0,01
Soudan	19	256,96	1,03	1,03
Suriname	1	3,60	0,15	0,00
Syrie	8	154,15	1,55	1,55
Tadjikistan	1	12,30	0,00	0,00
Tchad	7	91,38	0,06	0,00
Togo	6	54,40	0,08	0,03
Tunisie	10	130,21	3,78	3,32
Turkménistan				
Turquie	8	142,66	17,41	16,91
Yémen	21	223,86	3,50	3,35
Total OCI	372	5 263,92	1 367,41	1 088,26
Total FIDA	829	11 276,77	6 247,02	5 521,77
OCI en % du total FIDA	44,9%	46,7%	21,8%	19,7%
Golfe en % de l'OCI			52,7%	65,7%
OPEP en % de l'OCI	8%	12%	93%	93%

a Annonces et versements, y compris les contributions complémentaires au mois d'avril 2011

b Rapport SGPP du FIDA au mois d'avril 2011



Tableau 2
Projets du FIDA cofinancés avec des institutions de financement arabes (situation en avril 2011)

Financement des projets du FIDA (en millions d'USD), 1978-2011

	Nombre de projets	FIDA	Cofinancier	Cofinancement total	Local	Financement total
Fonds arabe pour le développement économique et social	15	177,6	290,7	422,8	393,3	993,7
Fonds de l'OPEP pour le développement international	83	1 039,732	505,6	717,4	534,4	2 291,596
Banque islamique de développement (BIsD)	17	207,918	123,692	228,589	155,925	592,432
Fonds d'Abou Dhabi pour le développement	4	45,9	54,3	287,8	294,1	627,8
Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes	3	31,3	52,7	226,1	280,3	537,7
Fonds saoudien pour le développement	3	32,0	50,4	285,7	254,0	571,7
Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA)	3	46,2	27,1	126,843	88,5	261,6
Fonds libyen	1	8,7	10,0	77,3	9,9	95,9
Autorité arabe pour l'investissement et le développement agricoles (AAAID)	1	3,0	0,9	4,6	1,9	9,5
Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies (AGFUND)	1	2,3	0,3	18,5	7,9	28,7
Fondation tunisienne pour le développement communautaire	1	11,9	0,1	13,2	12,1	37,2
Total	132	1 606,5	1 115,8	2 408,8	2 032,3	6 047,9

Tableau 3
Coopération entre le FIDA et les États membres de l'OCI (situation en avril 2011)

Total des contributions des États membres de l'OCI aux ressources ordinaires du FIDA (montants annoncés en millions d'USD)	1 367,41
Part des ressources totales du FIDA (annonces)	21,8%
Nombre de projets soutenus par le FIDA dans des pays de l'OCI	372
Part du total des projets du FIDA	44,9%
Plan de financement des projets ci-dessus (montants approuvés en millions d'USD)	
FIDA	5 263,92
Part du total des prêts du FIDA	46,7%
Cofinancier extérieur	4 528,57
Contribution locale	6 008,36
Coût total des projets	15 800,89

Indonésie: Le Projet de développement des terres à paddy à Sulawesi a soutenu la création de rizières et d'ouvrages d'irrigation

©FIDA/German Mintapradja

Autonomiser les populations rurales pauvres pour qu'elles exploitent pleinement leur potentiel

Le FIDA a pris fermement l'engagement de lutter sans relâche contre la pauvreté et la dégradation des terres dans les zones rurales. Son expérience montre que la façon la plus efficace de réduire la pauvreté et d'accroître la sécurité alimentaire est de permettre aux petits exploitants et aux autres ruraux pauvres de renforcer les compétences, les connaissances et la confiance dont ils ont besoin pour se libérer par eux-mêmes de la pauvreté. De concert avec nos partenaires, nous les aidons à créer et à renforcer leurs propres organisations. Ils pourront ainsi mieux défendre leurs intérêts sur les marchés agricoles et auprès des prestataires de services ruraux. Ils pourront aussi faire entendre plus fortement leur voix dans les instances de planification et de décision aux niveaux local, national et international.

Par ses projets de lutte contre la pauvreté et la dégradation des terres, le FIDA soutient la diffusion de techniques d'utilisation des terres qui mettent à profit les pratiques et les savoirs locaux. Comme le montrent les exemples suivants, l'autonomisation des populations rurales pauvres est, dans chacun de ces projets, au cœur de l'action du FIDA.

Membre fondateur de la Coalition internationale pour l'accès à la terre, le FIDA, par sa collaboration avec celle-ci, concourt à la réalisation de cet objectif conformément à sa politique d'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière. Cette collaboration a récemment contribué au soutien d'importants projets de recherche sur les investissements étrangers à grande échelle et sur les pressions commerciales exercées sur la terre, comprenant 28 projets de recherche et 12 documents de politique analysant le phénomène, de même qu'à l'élaboration d'un portail de la terre, qui est une puissante plateforme en ligne permettant le partage de l'information afin de promouvoir une gouvernance foncière efficace et durable, ainsi qu'à des activités de recherche et de sensibilisation sur l'accès des femmes à la terre auprès des collectivités locales traditionnelles et des instances nationales de décision politique.

Créer des emplois en Syrie



©FIDA/Giuseppe Bizzi

Le Projet de développement rural dans la région du Nord-Est a pour objet de s'attaquer à la pression croissante qui s'exerce sur les ressources naturelles de la Syrie du fait de l'accroissement rapide de la population. Il soutient les efforts faits par le gouvernement pour améliorer le bien-être socioéconomique des ménages ruraux pauvres et conserver les ressources naturelles dans les provinces économiquement défavorisées de Deir Ezzor, Hassakeh et Raqqa. Il vise aussi à remédier à la grave pénurie d'eau de ce pays et à améliorer l'exploitation de l'irrigation.

Ses principaux objectifs sont

d'augmenter les revenus, la sécurité alimentaire et les possibilités d'emploi des ménages; d'améliorer la gestion participative des ressources naturelles, et en particulier de l'eau; de promouvoir un système de microfinance durable; et d'établir des partenariats avec le secteur privé pour l'exportation de produits biologiques et de haute valeur marchande.

Coût total: 58,1 millions d'USD

Durée: 2008-2015

Bénéficiaires directs: 190 000 ménages

Cofinanceur: FODI (17 millions d'USD)

Exploiter de nouveaux marchés en Égypte



©FIDA/Giuseppe Bizzarri

Le Projet de développement rural dans la région de Noubaria Ouest aide les agriculteurs à nouer des relations avec les exportateurs et les agro-industries du secteur privé de façon à exploiter les possibilités commerciales existant dans les pays voisins et en Europe. Les 36 000 exploitants qui y participent approvisionnent la station balnéaire égyptienne de Charm-el-Sheikh en oranges fraîches et en mozzarella authentique. Ils exportent des poivrons et des tomates séchées au soleil en Italie et aux États-Unis, des arachides en Allemagne et en Suisse, et des raisins secs, des artichauts, des abricots, des pêches et des pommes de terre dans divers pays d'Europe.

Leur plus grande réussite est peut-être le contrat conclu avec Heinz, qui achète maintenant plus de 6 000 tonnes de tomates par an à 300 exploitations du projet. Heinz fournit aux agriculteurs les semences de la qualité voulue et garantit l'achat de la moitié de leur récolte à un prix convenu. Si les agriculteurs ne parviennent pas à écouler le reste des tomates sur le marché local, Heinz s'est engagé à les acheter également.

Coût total: 54,8 millions d'USD

Durée: 2003-2013

Bénéficiaires directs: 27 000 ménages

Fournir des services financiers adaptés aux agriculteurs au Bangladesh

Le nord du Bangladesh est habité par une des populations rurales les plus pauvres et les plus vulnérables du monde. Le Projet de microfinance à l'intention des petits exploitants et des agriculteurs marginaux met en œuvre une nouvelle approche institutionnelle offrant des services financiers aux agriculteurs pauvres. Afin de réduire la vulnérabilité de personnes déjà vulnérables aux crises, le projet a établi un fonds de réserve en cas de catastrophe. Les organisations partenaires du projet font appel à ce fonds pour accorder des prêts lors de catastrophes naturelles ou de drames familiaux.



©FIDA/G.M.B.Akash

Le projet a aussi introduit des crédits de campagne, parallèlement aux prêts classiques de type Grameen, qui comportent des remboursements hebdomadaires répartis sur toute l'année. Les crédits de campagne sont mieux adaptés à la trésorerie de nombreuses exploitations agricoles. Ils représentent maintenant plus du quart des fonds prêtés dans le cadre du projet. Pour obtenir de meilleurs prix, les agriculteurs ont la faculté de stocker leurs produits dans un entrepôt spécial au moment de la récolte afin d'attendre, pour les vendre, que les cours soient favorables.

Coût total: 29,7 millions d'USD

Durée: 2005-2011

Bénéficiaires directs: 210 000 ménages

Respecter les sensibilités culturelles au Pakistan



©FIDA/Jabran Shahmwarz

Coût total: 25,4 millions d'USD
Durée: 1997-2008
Bénéficiaires directs: 14 500 ménages

Dans le district de Dir, au Pakistan, le rôle des femmes est limité par les coutumes et les traditions religieuses. En outre, de nombreuses communautés observent les interdits islamiques concernant le prêt d'argent à intérêt, ce qui rend difficile l'activité du secteur bancaire formel dans la région. Le Projet de soutien dans la région de Dir introduit un nouveau système acceptable pour les communautés locales tout en étant compatible avec les principes islamiques.

Introduit après consultation des théologiens et leaders religieux, ce système prévoit un accord de vente et d'achat entre la banque et le client. Le prêteur est un partenaire actif qui participe aux risques et offre une formation sur des sujets pertinents tels que les bases de la comptabilité et de la commercialisation. Grâce à ce projet, les femmes ont pu créer des microentreprises dans des secteurs allant de l'élevage laitier à l'artisanat en passant par la vente de produits d'épicerie ou de vêtements. Elles ont formé des organisations par l'intermédiaire desquelles elles peuvent contracter des emprunts et soutenir leurs entreprises. Nombre d'entre elles sont parvenues à améliorer considérablement le bien-être de leur famille, à construire une maison ou à payer la scolarité de leurs enfants.

Conserver les ressources naturelles en Jordanie

Coût total: 28,3 millions d'USD
Durée: achevé en 2008
Bénéficiaires directs: 11 590 ménages
Cofinanceurs: FADES (2,7 millions d'USD), FODI (5 millions d'USD), Fonds d'Abou Dhabi (5 millions d'USD), Gouvernement jordanien (3,5 millions d'USD)

En Jordanie, les terres arables ne représentent que 5% environ de la superficie totale du pays. L'eau est extrêmement rare et son taux d'exploitation dépasse de quelque 150% les niveaux soutenables. Le Projet de mise en valeur des ressources agricoles dans la région du Yarmouk, qui a démarré en 1999, a élaboré avec la participation des communautés locales un plan d'utilisation des terres définissant des mesures de conservation. Les syndicats d'irrigants fixent

les priorités concernant la conservation de l'eau, la protection des sources et les travaux de restauration.

Outre l'appui technique et financier qu'il a apporté aux mesures de conservation, le projet comportait des facilités de crédit pour le développement d'activités extra-agricoles destinées à réduire la pression exercée sur les terres et à améliorer la qualité de vie d'environ 2 500 ménages ruraux pauvres en ressources.



©FIDA/Lana Stezic

Renforcement de l'infrastructure rurale en Turquie



©FIDA/Susan Beccio

Le Projet de développement rural dans les provinces d'Ordu et de Giresun a intéressé quelque 44 000 ménages de la région de la mer Noire dans l'est du pays, où plus de 80% de la population n'avait pas accès à de l'eau saine et en quantité suffisante, ni à des sources de revenus extra-agricoles. Une forte dégradation de l'environnement touchait environ 4% des 320 villages concernés par le projet, principalement dans les zones de futaies et de montagne.

L'objectif du projet était de permettre aux populations rurales pauvres d'Anatolie, et en particulier aux femmes, d'améliorer leurs revenus et leurs conditions de vie, grâce à une utilisation durable des ressources naturelles. Le projet a aidé les agriculteurs et les éleveurs les plus pauvres à améliorer la production animale, végétale et forestière, et encouragé leur participation aux plans de développement villageois. Il a fourni une assistance à l'exploitation de nouvelles sources de revenus, telles que l'apiculture, et promu l'amélioration de l'infrastructure, notamment des routes et des réseaux villageois d'adduction d'eau. Il a aussi permis aux femmes en milieu rural d'avoir accès à la formation dans les domaines des soins aux enfants, de la nutrition familiale, de la fabrication de fromages et de confitures, de l'artisanat et dans d'autres activités ménagères.

Coût total: 50,9 millions d'USD
Durée: 1997-2005
Bénéficiaires directs: 44 000 ménages
Cofinanceur: BIsD (8 millions d'USD)

Relèvement après le conflit au Soudan

La pauvreté et l'absence de développement ont été d'importantes causes du conflit armé au Soudan. Lancé en 2000, le Projet de développement rural dans le Kordofan-Nord était destiné à remédier à cet état de choses. Il avait pour objet de soutenir le processus de paix au Soudan en favorisant le redressement et le développement après-crise.

Ce programme met en œuvre différentes approches pour aider les communautés rurales à lutter contre les effets de la sécheresse, à augmenter la productivité agricole et à créer d'autres activités génératrices de revenus. Il offre une formation et une assistance destinées à permettre aux femmes et aux hommes des communautés rurales d'acquérir les compétences dont ils ont besoin pour planifier, mettre en œuvre et gérer leur propre développement. Il les aide aussi à résoudre les conflits grâce à l'assistance de spécialistes, à la formation et à l'expérience pratique.



©Ame Hoei/World Bank

Coût total: 35,2 millions d'USD
Durée: 2001-2011
Bénéficiaires directs: 26 200 ménages
Cofinanceur: BIsD (9,1 millions d'USD)

Améliorer la situation des femmes au Sénégal



©FIDA/Susan Bercio

Coût total: 13,9 millions d'USD
Durée: 1999-2006
Bénéficiaires directs: 3 780 ménages
Cofinancier: Banque de développement de l'Afrique de l'Ouest (1,9 million d'USD)

Dans le bassin arachidier dégradé du Sénégal, deux phases successives du Projet agroforestier de lutte contre la désertification ont contribué à améliorer la fertilité des sols, l'accès à l'eau et la restauration du couvert forestier. La seconde phase, qui s'est terminée en mars 2007, était axée sur la protection de l'environnement et l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes.

Couvrant plus de 2 000 hectares, le programme de reboisement a contribué à améliorer la fertilité des terres agricoles. L'eau est plus facilement disponible et mieux gérée grâce aux nouveaux bassins et barrages, si bien que la productivité agricole a fait des progrès spectaculaires. Environ 55 hectares de terres sont exploités en maraîchage, dont la production est en partie écoulee sur les marchés locaux. La construction de 24 puits et de 44 fontaines d'eau potable a changé la vie des femmes en les déchargeant de la corvée d'eau qui leur incombait traditionnellement. Le recul de la pauvreté et les programmes d'alphabétisation ont permis par ailleurs aux femmes de s'affirmer au sein de la communauté et amélioré la cohésion sociale dans les villages de la région.

Investir dans les savoirs dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord

Le Programme de formation à la gestion agricole au Proche-Orient et en Afrique du Nord (NENAMTA) a été établi pour répondre à la pénurie de personnel expérimenté en matière de gestion des projets agricoles. Le FIDA a fourni un financement sous forme de don de 3,6 millions d'USD, complété par des contributions du FODI (200 000 USD) et de la Banque africaine de développement

(400 000 USD). Ce programme a pour objet de promouvoir le développement durable grâce à l'augmentation du nombre des gestionnaires formés et expérimentés dans le secteur agricole.

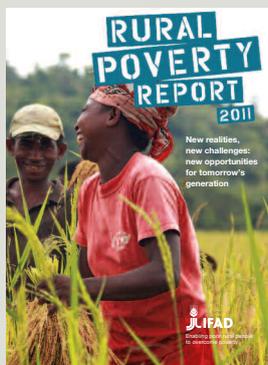
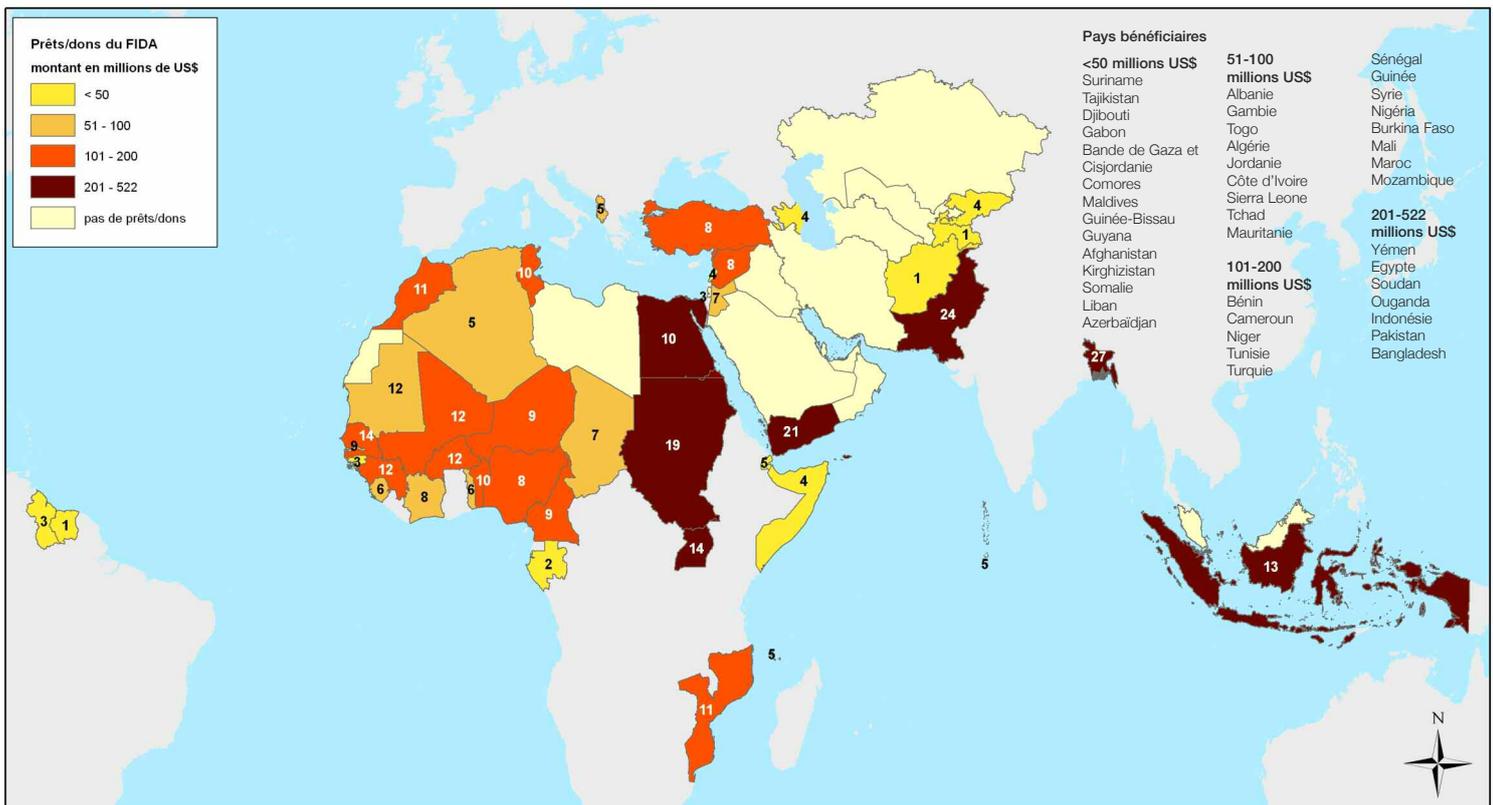
Ce programme intéresse les 10 pays ou territoires suivants de la région Proche-Orient et Afrique du Nord: Algérie, Égypte, Gaza et Cisjordanie, Jordanie, Liban, Maroc, Soudan, Syrie, Tunisie et Yémen. Le programme NENAMTA crée des unités nationales de formation dans chaque pays.



©FIDA/Susan Bercio

Prêts et dons du FIDA octroyés aux pays membres de l'OCI

Nombre de programmes et projets financés par le Fida par pays et par montant des prêts et dons en dollars.



Rapport du FIDA sur la pauvreté rurale, 2011

Après deux ans de recherche et de consultations intensives, le FIDA a lancé sa publication phare, le *Rapport sur la pauvreté rurale, 2011*. Ce rapport souligne qu'il est important que les efforts déployés à l'échelle mondiale pour réduire la pauvreté et la faim se concentrent sur les zones rurales.

Tandis que la population mondiale se déplace progressivement des campagnes vers les zones urbaines, environ 70% des 1,4 milliard de personnes extrêmement pauvres du monde en développement vivent encore aujourd'hui en milieu rural. On assiste dans de nombreuses régions du monde à un recul spectaculaire de la pauvreté extrême, en particulier en Asie de l'Est, mais en Afrique subsaharienne le nombre de personnes qui vivent dans une pauvreté extrême est en fait en hausse⁴.

Le rapport fait observer que l'agriculture est et restera le moteur

principal de l'économie rurale. La réussite de l'agriculture demeure pour de nombreux ruraux le meilleur moyen de se libérer de la pauvreté et la pierre angulaire de l'économie de nombreux pays en développement. En fait, la réussite de l'agriculture du monde en développement est aussi la condition nécessaire de la satisfaction de la demande alimentaire mondiale dans le contexte de l'augmentation de la population du globe et de son urbanisation croissante.

Pour nourrir les quelque 9 milliards d'habitants que comptera la terre d'ici à 2050, la production alimentaire mondiale devra augmenter de 70%. Œuvrer pour que les populations rurales pauvres des pays en développement surmontent la pauvreté, en travaillant dans la petite agriculture ou dans le secteur extra-agricole, exige une politique et des investissements durables et tournés vers le marché.

⁴ Le nombre des pauvres a augmenté mais le taux de pauvreté rurale a diminué en Afrique subsaharienne.

Construire un monde sans pauvreté

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) travaille aux côtés des populations rurales pauvres afin de leur permettre de développer les cultures vivrières et la commercialisation des produits alimentaires, d'augmenter leurs revenus et de prendre en main leur propre vie. Depuis 1978, le FIDA a investi plus de 12,5 milliards de dollars US sous forme de dons et de prêts à faible taux d'intérêt aux pays en développement, permettant ainsi à plus de 370 millions de personnes d'échapper à la pauvreté. Institution financière internationale, le FIDA est une agence spécialisée des Nations Unies installée à Rome – siège du pôle des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Il constitue un partenariat sans équivalent, regroupant 166 adhérents, membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ou pays en développement.



Fonds international
de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591
Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org
www.ifad.org/rpr2011

Contact:
Fawzi H. Rihane
Directeur de programme
Bureau de liaison pays Arabes
et du Golfe
Téléphone: +39 06 54592394
Télécopie: +39 06 54593394
Courriel: f.rihane@ifad.org

Photo page de couverture

Tunisie: Le Programme de développement agropastoral et de promotion des initiatives locales pour le Sud-Est a encouragé la petite agriculture et les activités extra-agricoles

